

STATEMENT BY MADAGASCAR

MADE 17 JUNE 2004

**AT THE UNITED NATIONS CONFERENCE
ON TRADE AND DEVELOPMENT**

Eleventh Session

**São Paulo, Brazil
13-18 June 2004**

DISCOURS DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR ALFRED-RAMBELOSON
Ambassadeur de la République de Madagascar
Après des Nations Unies à Genève et à Vienne

A l'occasion de la Xlième session de la Conférence des Nations Unies sur le
Commerce et le Développement,

Sao Paulo, Brésil, 13-18 Juin 2004

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de joindre ma voix à celle des orateurs qui m'ont
précédé pour vous adresser au nom du Gouvernement malgache et de ma
délégation, nos plus vives félicitations à l'occasion de votre élection à la
présidence de notre conférence.

Nous avons l'intime conviction que votre compétence et votre vaste expérience,
alliées à votre entregent, contribueront de manière efficace et fructueuse à la
réussite de nos travaux.

Je voudrais, Monsieur le Président, saisir aussi cette occasion pour exprimer nos
sincères remerciements au Gouvernement et au peuple brésilien pour l'accueil
fraternel et l'hospitalité dont nous sommes l'objet.

Cette conférence, qui célèbre également cette année son quarantième printemps,
se tient à un moment décisif de l'histoire de l'humanité et doit, pour cette raison,
ouvrir une nouvelle ère dans les relations commerciales internationales, marquée
par la fin de la marginalisation des maillons les plus pauvres de la communauté
internationale.

Nous saluons particulièrement l'effort déployé par le personnel de la CNUCED
pour assurer une parfaite organisation de notre conférence dans cette belle ville
de Sao Paulo, et le rôle joué par son Secrétaire Général, Monsieur Rubens
RICUPERO, pour poursuivre avec talent l'œuvre entreprise par ses
prédécesseurs.

Monsieur le Président,

En ces moments difficiles de crise où la majorité des habitants de notre planète mène inlassablement la lutte contre la pauvreté, cette rencontre revêt aux yeux de tous une importance particulière, parce qu'elle fonde un nouvel élan d'espoir pour une meilleure compréhension et une solidarité plus active dans la recherche de solutions plus efficaces à la crise.

Cette crise, rappelons-le, est caractérisée par:

- une augmentation démesurée du fardeau de la dette, par rapport aux capacités de remboursement des pays en développement
- une chute brutale des cours des produits de base,
- une aggravation continue de la situation déjà catastrophique des pays les moins avancés,
- la tendance négative vers une sélectivité des investissements étrangers, concentrés dans un certain nombre de pays.

Mon pays, la République de Madagascar, qui compte parmi les PMA, ressent encore plus douloureusement les effets néfastes de cette crise.

En effet, en raison de son insularité, et de la persistance de nombreux problèmes d'ordre structurel, le processus de développement engagé au cours de ces deux dernières années par le Gouvernement malgache, sous la direction de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Marc RAVALOMANANA, continue à se heurter à des obstacles majeurs.

Nous retiendrons surtout:

- les contraintes de l'offre, tant au niveau de la qualité que de la quantité,
- la réduction de l'avantage comparatif sur le coût de production, entraînant une perte de compétitivité de nos produits d'exportation,
- l'instabilité et le manque de prévisibilité sur le marché, à cause des exigences trop élevées des mesures sanitaires pour les produits agricoles, et les menaces de frappe de mesures antidumping, pour les produits textiles et agricoles,
- l'insuffisance ou l'absence d'appuis financiers, telles que les crédits et préfinancement des exportations, ou encore d'infrastructures, tels que les organismes de promotion commerciale,
- l'application insuffisante des engagements pris en matière d'assistance technique, et d'aide publique au développement.

En dépit de ces nombreuses contraintes, le Gouvernement malgache continue à déployer des efforts considérables pour soutenir la croissance, et améliorer les conditions de vie de la population.

C'est dans ce même sens que le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté, ou DSRP, a été élaboré et ce, avec la participation de différentes institutions publiques centrales et décentralisées, des organismes privés, de la société civile et des ONG.

Ce document préconise des mesures qui concernent les trois axes essentiels qui suivent:

- l'amélioration des performances économiques, en y faisant participer les pauvres,
- le développement des services essentiels de base, comme la santé, l'éducation, l'eau potable, et l'élargissement des filets de sécurité au bénéfice des couches les plus vulnérables de la population,
- la mise en place d'un cadre institutionnel favorable à la croissance et à la réduction de la pauvreté, de même que le renforcement des capacités pour améliorer la gouvernance, et le partenariat public-privé, ou PPP.

Une place importante est également accordée à la parité entre les sexes, ainsi qu'à la lutte contre le VIH/SIDA

Monsieur le Président,

Permettez-moi maintenant de vous faire part de nos préoccupations, qui ont trait à la promotion de l'investissement, surtout dans les secteurs à fort potentiel de croissance, et à certains domaines qui contribuent au développement de notre pays.

Ainsi, Madagascar estime indispensable la mise en place d'un cadre macro-économique sain, l'amélioration du cadre général d'investissement à travers le maintien de la stabilité politique, et la bonne gouvernance. Dans cette optique, des mesures d'allègement des procédures administratives, et l'adoption de normes et standards de qualité, seront poursuivies, dans la perspective de l'instauration d'un environnement institutionnel et juridique adéquat. En complément, Madagascar entend également poursuivre sa politique de développement du secteur privé, ainsi que ses actions de développement du capital humain.

Le Gouvernement malgache a par ailleurs pris des mesures spécifiques, pour attirer les investissements dans les secteurs du tourisme, des ressources halieutiques, des manufactures et des télécommunications, ainsi que pour améliorer la production agricole.

Ces mesures ont été prises afin d'inciter les investisseurs nationaux, et de faciliter au maximum la venue des investisseurs directs étrangers, de telle sorte que:

- tous les biens d'équipement nécessaires ,à l'investissement peuvent entrer en franchise de tous droits et taxes,
- les investisseurs peuvent accéder à la propriété foncière,
- les procédures d'investissement sont facilitées et accélérées par la mise en place d'un Guichet Unique d'Investissement (GUIDE).

Néanmoins, en l'absence de marché de capitaux bien organisé, d'intermédiaires agréés et expérimentés, il nous semble difficile de pérenniser l'attention et l'intérêt des investisseurs étrangers, et d'irriguer l'ensemble de l'économie, qui est composée essentiellement de Petites et Moyennes Entreprises (PME), avec l'apport de capitaux venant de l'étranger.

C'est pour cette raison que nous faisons appel aux partenaires de développement, pour renforcer les récentes initiatives prises, visant à faire bénéficier les pays les moins avancés, de l'assistance technique, et des programmes de renforcement des capacités, ainsi que la facilitation de l'accès aux marchés des pays développés, pour ne citer que le Cadre Intégré, le JITAP, l'initiative Tout Sauf les Armes, l'AGOA, qui favorisent une meilleure intégration des pays les plus pauvres dans l'économie mondiale.

Car il est temps, croyons-nous, que l'on se ressaisisse, pour mettre fin à l'intolérance et au chacun pour soi; nous devons sans plus tarder jeter les bases d'un monde de justice, de progrès et de solidarité. Mais cela ne peut être possible sans une plus grande coopération et compréhension, entre les pays riches, et les pays pauvres.

Le renforcement de la solidarité reste la clé pour la réussite d'une politique concertée de relance du développement durable de l'économie mondiale.

Monsieur le Président,

Nous estimons qu'il ne peut pas y avoir croissance rapide et durable de nos économies, sans l'apport de ressources suffisantes, à même d'assurer le financement des investissements, et l'allègement ou l'annulation du fardeau de la dette.

La mise en place d'un mécanisme de régulation, et de stabilisation des recettes & exportations, par la création du Fonds Commun des Produits de Base (FCPB) constitue sans nul doute une manifestation concrète de la coopération et de la solidarité entre le Nord et le Sud, et un instrument efficace de mobilisation des ressources intérieures dans les pays en développement.

C'est ainsi que nous en appelons aux pays développés, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, à apporter leur contribution positive à l'institution de ce mécanisme nécessaire à une gestion optimale des ressources intérieures de nos Etats.

Monsieur le Président,

S'il y a un souhait à formuler pour cette conférence, c'est la volonté de tous pour conjuguer l'intelligence et le savoir-faire de l'homme, au service du développement et du progrès.

Ce noble idéal ne doit pas constituer pour nous un vœu pieux, mais un réel espoir qui puisse donner un regain de courage, pour des milliards d'individus de notre planète qui aspirent à une vie meilleure.

Puisque nous n'avons pas le droit de les décevoir, faisons en sorte, Monsieur le Président, qu'aux paroles se substituent les actes, et que l'amour du prochain prenne le pas sur l'égoïsme et l'intolérance.

Vive la coopération et la solidarité internationale.

Plein succès à nos travaux, et longue vie à la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.